



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-016- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	17	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	5	Présents : (17)
dont pouvoir(s) :	2	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	19	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (5)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Marc BONNIN, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2)
		Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (1)
		Guy BERTIN

DISPOSITIF "TERRITOIRE D'INDUSTRIE" - SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACCORD

Le dispositif « Territoires d'industrie » vise à mobiliser de manière coordonnée l'ensemble des leviers d'intervention, qu'ils relèvent de l'État et de ses opérateurs, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics autour de 4 enjeux majeurs : recruter, innover, attirer des projets et simplifier.

136 Territoires d'Industrie ont été identifiés sur la base de critères définis par la mission de cadrage « Territoires d'industrie » avec le concours des services de l'État et en concertation avec les collectivités territoriales. Ils sont composés d'un ou plusieurs EPCI, correspondant, le cas échéant, à un périmètre de territoire de projet (pays, PETR...).

Le « Territoire d'industrie » se fera à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La démarche se concrétise par la formalisation d'un projet de Territoire d'industrie, centré sur les enjeux d'attractivité du territoire et des métiers de l'industrie, des enjeux de formation et de développement des compétences, l'existence et l'accessibilité des infrastructures (transport, numérique, foncier, etc.), les services au public, l'innovation et la croissance des entreprises ou encore de simplification administrative.

Le « Territoire d'industrie » est représenté par plusieurs binômes composés de :

☛ **Un binôme Élu/CCI :**

- Jean-Michel Marchand, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- Jean-Benoît Portier, Vice-Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie.

➤ Cinq référents industriels par thématique :

- Marketing Territorial : Julien Houdayer, Gérant de AàZ performance,
- Économie Circulaire : Laurent Fleutry, Gérant de Veg'Extra,
- Innovation : Lucien Gerbier, Gérant de Bois Énergie
- Infrastructures / numérique : Hadi Remita, Gérant de France Fil International
- International : Jean-Benoît Portier, Vice-Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie

Les Régions sont chargées par l'Etat, d'assurer au niveau régional, le pilotage contractuel du dispositif en lien avec l'État en région et ses opérateurs.

Après un travail de recensement des besoins des entreprises industrielles du territoire et plusieurs réunions de concertation avec les services de la Région et de l'État et notamment avec le conseil territorial de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saumur, il est proposé aujourd'hui de contractualiser avec la Région Pays de la Loire et l'État, la feuille de route du dispositif « Territoire d'industrie » en signant le protocole d'engagement ci-joint, comprenant un plan d'actions.

D'autres projets n'ayant pas été identifiés à ce stade, pourront être ajoutés et soutenus par le dispositif. Les engagements pris par les acteurs (État, collectivités, industriels, opérateurs et partenaires publics ou privés souhaitant s'engager dans la démarche seront inscrits dans un contrat « Territoire d'industrie ».

A ce stade d'avancement du projet de la mise en œuvre du dispositif « Territoire d'Industrie » sur le Saumurois, il convient de signer un protocole d'accord entre les différents acteurs.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Considérant que le « Territoire d'industrie » se fera à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Considérant que la démarche se concrétisera par la formalisation d'un projet de Territoire d'industrie, centré sur les enjeux d'attractivité du territoire et des métiers de l'industrie, des enjeux de formation et de développement des compétences, l'existence et l'accessibilité des infrastructures (transport, numérique, foncier, etc.), les services au public, l'innovation et la croissance des entreprises ou encore de simplification administrative.

Considérant que les Régions sont chargées par l'Etat, d'assurer au niveau régional, le pilotage contractuel du dispositif en lien avec l'État en région et ses opérateurs.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire, après en avoir délibéré :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le protocole d'accord, dont l'objet consiste à formaliser l'engagement des parties prenantes à la démarche Territoire d'Industrie et à présenter les orientations qui président à l'établissement du contrat de Territoire d'Industrie 2019-2020, le projet étant centré sur les enjeux d'attractivité du territoire et des métiers de l'industrie, des enjeux de formation et de développement des compétences, l'existence et l'accessibilité des infrastructures (transport, numérique, foncier, etc.), les services au public, l'innovation et la croissance des entreprises ou encore de simplification administrative.
- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toute démarche et à signer tout document afférent à cette opération.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 19 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.4 Aménagement du territoire
-------------------	------------------------------------	-------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »